

Comité national français d'histoire et de philosophie des sciences

Statuts / Composition / Actualités passées / Historique

Extrait des statuts

Le CNFHPS est une association régie par la loi de 1901.

Article 1.

"Cette association établie en 1956 a pour but de favoriser le développement des études et recherches d'histoire et de philosophie des sciences par tous les moyens opportuns d'action nationale ou internationale, et en particulier par la publication et la diffusion des travaux et par le concours prêté à l'organisation du congrès de l'espèce."

"Elle est en France l'interlocuteur de l'Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences..."

"Elle a son siège à Paris, 16 rue Mazarine."

Article 3.

"L'association se compose de membres qui ne peuvent être que des personnes physiques... "Pour être membre de l'association il faut être élu par l'Assemblée générale."

Mission principale

Participation aux assemblées générales de l'Union internationale d'histoire de philosophie des sciences.

Préparation des congrès internationaux d'histoire des sciences, tous les quatre ans, et de philosophie des sciences, tous les quatre ans, en alternance. Constitution des délégations. Rédaction et édition de documents sur les activités en France à l'intention des congressistes.

Composition du CNFHPS en 2011

Bureau 2011

Claude Debru, président

Jacques Jouanna, vice-président

Patrice Bret, secrétaire général : patrice.bret@dga.defense.gouv.fr

Jean Mosconi, secrétaire général adjoint

Danielle Jacquart, trésorière

Composition du CNFHPS et du conseil d'administration

Membre honoraire : Gilles-Gaston GRANGER

Membres

*Les membres du Conseil d'administration sont suivis d'un *. - La date entre parenthèses est celle de l'élection*

Daniel ANDLER (1996)

Jacques ARSAC (1997)

Marianne BASTID-BRUGUIERE (2004)

Bernardette BENSAUDE-VINCENT (2003)

Michel BLAY* (2000)

Jacques BOUVERESSE (1980)

Patrice BRET* (1996)

Paul BROUZENG (2000)

Pierre BUSER (1999)

Maurice CAVEING (1981)

Karine CHEMLA* (1999)

Alain CONNES (1996)

Pietro CORSI (2001)

François DAGOGNET (1970)

Olivier DARRIGOL (2003)

Suzanne DEBARBAT (1991)

Claude DEBRU* (1995)

François DELAPORTE (2003)

Jean DHOMBRES (1985)

Jacques DUBUCS (2003)

Gérard EMPTOZ (2000)
Bernard d'ESPAGNAT (1970)
Anne FAGOT-LARGEAULT* (1999)
Roland FRAÏSSÉ (1976)
Jean GAYON* (1996)
Danièle GOUREVITCH (1991)
François GROS (2000)
Marcel GUILLAUME (1979)
François JACOB (1987)
Gerhard HEINZMANN* (2001)
Christian HOUZEL (2001)
Henri HUGONNARD-ROCHE (2004)
Claude IMBERT (2004)
Michel IMBERT (2003)
Pierre JACOB (2001)
Danielle JACQUART* (1993)
Bernard JAULIN (1967)
Jacques JOUANNA* (1998)
Michel JOUVET (1996)
Jean-Pierre KAHANE* (2000)
Pierre KARLI (1995)
Daniel LACOMBE (1966)
Yves LAISSUS (1976)
Nicole LE DOUARIN (1997)

André LEBEAU (2004)
Pierre LOUIS (1970)
Philippe MONGIN (2004)
Michel MORANGE (2000)
Jean MOSCONI* (2001)
Anne-Marie MOULIN (2001)
Pierre NIAUSSAT (1987)
Adolphe PACAULT (1995)
Michel PATY (2001)
Jean-Claude PECKER (2003)
Jackie PIGEAUD (2001)
Jean-Paul POIRIER (2001)
Emmanuel POULLE* (1987)
Roshdi RASHED (2001)
Philippe de ROUILHAN (1995)
Bertrand SAINT SERNIN (2003)
Claire SALOMON-BAYET (2000)
Gérard SIMON (2001)
Hourya SINACEUR (2000)
Jacques STERN (1987)
Jean-Pierre VERDET (1981)
Bernard VITRAC (2001)
Jean-Christophe YOCCOZ (2001)

Actualités passées

28 juillet-2 août 2009

23e Congrès international d'histoire des sciences et des techniques à Budapest (Hongrie). Avec 119 membres, la délégation française était, de loin, l'une des plus nombreuses, preuve de la vitalité de la discipline dans notre pays. Des membres de la délégation co-organisaient 24 des 96 symposia, ce qui témoigne de son importance dans le contexte international. Voir le Guide 2009 de la recherche en histoire des sciences et des techniques en France.

9-15 août 2007

13e Congrès international de logique, méthodologie et philosophie des sciences à Pékin
Voir le guide de la recherche en logique, méthodologie et philosophie des sciences en France (2007)

Historique : aperçu sur l'évolution des coopérations scientifiques internationales aux origines du Comité national français d'histoire et de philosophie des sciences

Marcel Guillaume

L'histoire du Comité national français d'histoire et de philosophie des sciences (CNFHPS) est étroitement liée à celle de son interlocuteur direct dans l'organisation mondialisée des activités scientifiques, l'Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences. L'histoire de celle-ci précède, et détermine, pour une bonne part, l'histoire de notre Comité.

Durant la décennie qui suit la fin de la seconde Guerre Mondiale, la France dispose d'une présence importante dans les instances scientifiques internationales, particulièrement en histoire des sciences.

Il n'en va pas de même en philosophie des sciences : la philosophie française, en dépit de sa valeur et de sa vigueur, est alors handicapée par une formation littéraire encore insuffisamment rapprochée de l'enseignement des sciences ; Jean Cavaillès et Albert Lautmann, qui disposaient des connaissances approfondies indispensables à l'appréhension des travaux des logiciens du premier tiers du vingtième siècle, ayant péri pendant le conflit, les représentants de la philosophie des sciences française dans les instances internationales sont surtout des scientifiques ; et les relations internationales en philosophie des sciences subissent l'influence de deux sociétés savantes internationales fondées aux États-Unis avant la seconde Guerre Mondiale, avant tout l'Association for Symbolic Logic (ASL) apparue en 1936, et à un degré moindre la Philosophy of Science Association que l'on verra fusionner en 1983 avec la British Society for Philosophy of Science et la Società Italiana di Logica e Filosofia delle Scienze pour former l'International Association for Philosophy of Science, dans le but - atteint - d'égaliser l'ASL en poids dans les instances dont elles relèvent.

Du côté de l'histoire des sciences, ces rapports vont évoluer dans le sens d'une atténuation de la présence française, non seulement parce qu'elle est combattue par le biais de modifications statutaires auxquelles il sera fait échec grâce entre autres à l'action toute en finesse du Président André Lichnerowicz entre 1985 et 1993, mais aussi en raison du développement progressif de l'histoire des sciences dans de nombreux pays dont le poids s'accroît ainsi de façon naturelle, cependant que du côté de la philosophie des sciences, cet accroissement naturel aura de bien moindres effets sur l'influence des États-Unis au sein des instances correspondantes.

Les circonstances entourant la genèse du Comité

Le 29 juillet 1946, Émile Borel, délégué par l'Académie des sciences à l'Assemblée générale, tenue quelques jours auparavant, du Conseil international des unions scientifiques (CIUS) [qui, issu en 1931 du Conseil international des recherches créé en 1919, reprend son activité], en revient élu Vice-Président et rapporte qu'une Convention vient d'être signée entre cette institution et l'UNESCO : celle-ci reconnaît "que les Unions scientifiques" [dont quelques-unes se sont constituées antérieurement à la seconde Guerre Mondiale] "sont la forme naturelle de l'Organisation internationale de la science et que le Conseil international des Unions scientifiques est le corps qui coordonne et représente ces Unions". Il est dit : "...pour que toutes les sciences puissent ainsi utiliser l'appui de l'UNESCO, il sera nécessaire que des Unions scientifiques, adhérentes au CIUS, soient constituées par les sciences où il n'en existe pas encore...".

Les Assemblées générales constitutives respectives de l'Union internationale d'histoire des sciences et de l'Union internationale de philosophie des sciences vont bientôt suivre, la première à Lausanne dès octobre 1947, la seconde à Paris en octobre 1949.

En fait, l'histoire des sciences est en général mieux organisée, au moins dans les principaux pays, et cette tendance lourde va perdurer sur toute la période qui nous intéresse, tant en France qu'ailleurs. En particulier, dans les Comptes Rendus des séances de l'Académie des sciences, durant ce laps de temps, l'histoire des sciences est présente dans pratiquement tous les volumes, certes en raison d'ouvertures de plis cachetés, mais pas seulement, alors que la philosophie des sciences est absente de pratiquement tous.

Ainsi, quand l'Académie, en 1953, constitue une délégation de 16 membres au Congrès et à l'Assemblée générale de l'Union internationale d'histoire des sciences, qui vont se tenir à Jérusalem entre le 2 et le 10 août suivants, c'est sur la proposition du Groupe français des historiens des sciences - qui s'ouvrira en 1980 à de nouvelles adhésions en se transformant en Société française d'histoire des sciences et des techniques.

Cette Assemblée générale émet un vœu appelant à l'extension de l'enseignement de l'histoire des sciences et au développement de tous moyens de documentation, orientations qui ne cesseront d'être rappelées de façon récurrente, tant par l'Union que par l'Académie et par le futur Comité français.

C'est en 1953 aussi qu'à l'Union internationale de philosophie des sciences, une bataille philosophique, masquée par de vrais antagonismes personnels, prend fin par la victoire de l'ASL et des conceptions dominantes au sein de cette association, victoire qui amène Jean-Louis Destouches à la vice-présidence de l'Union. La porte s'ouvre à des négociations en vue de répondre au désir du CIUS de voir s'unir les Unions d'histoire des sciences et de philosophie des sciences, conformément à la conception française qui regarde les deux disciplines comme étroitement interdépendantes, mais aussi pour ne pas avoir à trancher au niveau du Conseil une compétition qui s'amorçait entre ces Unions en vue de recueillir des subsides de celui-ci.

L'Assemblée générale du CIUS qui se tient à Oslo en août 1955 avalise un protocole d'accord entre la première de ces Unions, signé par les Président Louis de Broglie et Secrétaire Général René Taton de celle-ci, et la seconde, signé par les Vice-Président Albert Châtelet et Secrétaire général Jean-Louis Destouches de celle-là, donnant naissance à une nouvelle Union internationale d'histoire et de philosophie des sciences (UIHPS) - que René Taton présidera plus tard, de 1974 à 1977 - et qui se structure en une Division d'histoire des sciences (DHS), devenue depuis peu Division d'histoire des sciences et des techniques, et une Division de logique, méthodologie et philosophie des sciences (DLMPS). La ratification de cet accord par les Assemblées générales des deux Unions concernées s'achève à l'Assemblée Générale de l'Union internationale d'histoire des sciences qui se tient à Florence et à Milan en août 1956.

L'élaboration des statuts de la nouvelle Union prendra du temps, puisque c'est seulement en 1962 qu'ils seront adoptés parallèlement par ses deux Divisions dont, cette année-là, les Assemblées générales se déroulent à des dates qui se recouvrent au cours du mois d'août, à Ithaca (NY) et Philadelphie pour l'histoire, et à Helsinki pour la philosophie.

À ce moment-là, il se sera déjà écoulé plus de six années depuis qu'en 1956 l'Académie des sciences aura été à l'initiative de la création du Comité d'histoire et de philosophie des sciences français - devenu Comité français d'histoire et de philosophie des sciences en 2000.

La constitution du Comité par l'Académie des sciences

Selon le compte-rendu, corrigé le 4 avril 1956, du Comité secret qui s'est tenu lors de la séance de l'Académie tenue le 27 février 1956 : Sur la proposition du Bureau de l'Académie, le Comité national d'histoire et de philosophie des sciences est ainsi constitué : "MM. Gabriel Bertrand, Maurice Caullery, Louis de Broglie, Joseph Pérès, René Souèges, Robert Courier, André Danjon, Pierre-Paul Grassé, Émile Guyénot, Jean Piveteau, membres de l'Académie ; MM. Gaston Bachelard, membre de l'Académie des sciences morales et politiques ; Georges Bouligand, correspondant ; Edmond Bauer, Charles Bedel, Charles Brunold, Georges Canguilhem, Albert Châtelet, Pierre Costabel, Maurice Daumas, Jean-Louis Destouches, René Dubarle, René Dugas, Mme Paulette Février, MM. Pierre Huard, Jean Itard, Jean Jacques, Alexandre Koyré, Raoul-Michel May, René Poirier, Jean Rostand, René Taton, Mme Marie-Antoinette Tonnelat, M. Ernest Wickersheimer".

Les premiers actes du Comité

Lors de sa réunion constitutive, le Comité décide de s'instituer en Association régie par la loi de 1901 et élabore des statuts, prévoyant, dans l'espoir jamais comblé de disposer un jour de ressources conséquentes, une éventuelle demande d'utilité publique (à laquelle il n'a jamais été procédé) ; déposés le 11 février 1957, et enregistrés le 22 février 1957 au Journal officiel de la République française, ces statuts resteront en vigueur jusqu'en 2000. Un règlement intérieur est aussi établi, qui prévoit notamment qu'en dehors des Académiciens, les membres du Comité devront se répartir par parts égales entre historiens des sciences et philosophes des sciences. En dépit des difficultés récurrentes, dues au nombre relativement plus faible des logiciens et des philosophes des sciences en comparaison de la grande variété des historiens des sciences, cette disposition a été en pratique à peu près respectée depuis cinquante ans.

Et c'est ainsi que, le 14 mai 1956, est avalisée par l'Académie des sciences, pour la première fois sur proposition du Comité, une délégation de 23 participants au Congrès international d'histoire des

sciences qui doit se tenir à Florence et à Milan du 3 au 10 septembre suivants. Dès lors, il ne se tiendra aucun Congrès, ni aucune AG de chacune des deux Divisions de l'UIHPS, où le l'Académie n'aie constitué une délégation française sur proposition du Comité.

La vie du Comité durant les dernières décennies du vingtième siècle

Durant les trente années qui suivent sa création, le Comité ne cesse de porter un regard attentif sur les commémorations des scientifiques disparus et sur la publication de leurs oeuvres, généralement lente et soumise à de multiples aléas. Le Comité parraine, subventionne, et impulse, durant cette période, environ quatre rencontres scientifiques par an, avec des disparités au fil des années.

Cette attention s'atténue quelque peu ensuite, sous l'effet de la multiplication des équipes de recherche, conjuguée au développement de leurs travaux, de mieux en mieux coordonnés par ailleurs; en raison, aussi, des actions de la Société française d'histoire des sciences et des techniques et du CNRS, qui partagent ces objectifs; mais encore, du fait des préoccupations induites par les restrictions budgétaires et le corrélatif souci accru de justification de l'usage fait des fonds publics, qui affectent, aléatoirement aux petites échelles de temps mais simultanément à celle de la décennie, tous les pourvoyeurs de ces fonds, UNESCO compris. Le Comité doit par ailleurs faire face, à compter de 1985, aux tentatives signalées plus haut de modifier les statuts de l'UIHPS dans un sens qui, entre autres, augmente les cotisations des cotisants moyens et diminue celle des plus gros contributeurs. Il élaborera des contre-propositions face auxquelles le maintien du statu quo sur les points en cause finira par intervenir.

Face aux difficultés nées de la conjugaison de l'inflation avec le début des restrictions budgétaires, et soucieux d'étoffer la participation française au Congrès d'histoire des sciences qui doit se tenir l'année suivante à Berkeley, le Comité émet, le 21 mai 1984, un voeu faisant savoir qu'il "souhaite que le CNRS ouvre un budget spécial permettant l'envoi d'une dizaine au moins de jeunes chercheurs au Congrès international d'histoire et de philosophie des sciences qui se tiendra à Berkeley à la fin de juillet 1985, et demande à l'Académie des sciences, qui a clairement manifesté l'intérêt qu'elle porte à ces disciplines, de soutenir de son autorité cette demande auprès du CNRS".

Plus tard, pour les Congrès qui se tiendront à Mexico en 2001 et à Pékin en 2005, le Comité dégagera quelques fonds pour aider de petits nombres de jeunes chercheurs, renouant ainsi avec une pratique remontant à ses débuts.

Les participations du Comité à l'impulsion de la vie scientifique en France et en Europe, aux alentours du changement de siècle

Aux nouvelles charges d'activité qui ont été évoquées ci-dessus vient s'ajouter le surcroît de travail provenant de la réorganisation des centres de pouvoir (dont l'influence croissante des institutions européennes n'est qu'un exemple), induisant à son tour la création de nouvelles associations pour coordonner les actions des autres, telle la Société européenne d'histoire des sciences, fondée en octobre 2003 à la suite de plus de deux années de consultations et de réunions, toutes organisées à Paris et financées par le Comité national français, à l'initiative d'un Comité de fondation présidé par Claude Debru, Secrétaire général du Comité depuis 2001.

En 1997, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie soumet les Comités nationaux, interlocuteurs des Unions scientifiques internationales correspondant à leurs disciplines, à un financement transitant par l'Académie des sciences, chargée d'une mission d'évaluation périodique de l'impact de leurs activités. Le Comité national français d'histoire et de philosophie des sciences entre alors dans une période d'activité intense: sous l'impulsion vigoureuse de son Président Paul Germain, il revoit ses statuts et son règlement intérieur, dont les amendements, qui entrent en vigueur en 2000, augmentent la limite supérieure du nombre de ses membres, recherchent l'approfondissement des liens avec les Sociétés savantes s'occupant peu ou prou d'histoire des sciences et des techniques ou de philosophie des sciences - avec l'ambition de devenir " le Parlement des historiens des sciences et des techniques et des philosophes des sciences "; il suscite la création d'une nouvelle société vouée à réunir les chercheurs intéressés par la

philosophie des sciences, qui prendra, en octobre 2002, lors de sa fondation, le nom de Société de philosophie des sciences, et charge son trésorier Daniel Andler des consultations et réunions préparatoires. Un Symposium de la Commission mixte entre les deux Divisions de l'UIHPS, organisé à Paris par Daniel Andler, accompagne l'Assemblée constitutive de la Société, et rencontre un grand succès.

En 1998, le Comité, saisi de recommandations relatives à l'expansion et à l'institutionnalisation d'enseignements d'histoire des sciences en Europe, émanant du réseau "Alliance des Académies européennes", de la DG XII de l'Union européenne, et de l'UIHPS, parrains d'une Conférence sur "L'histoire des sciences et des techniques dans l'éducation et la formation en Europe", qui, organisée localement sous la direction de Claude Debru, alors Secrétaire-adjoint du Comité, s'est tenue à Strasbourg en juin de cette année, décide de les incorporer à divers documents alors en préparation.

En 2001, le Comité est saisi du "rapport Lecourt". Celui-ci prévoit un effort budgétaire de création d'enseignements mais, constatant que l'accent n'y est mis que sur la seule philosophie des sciences, le Comité manifeste, dans un adresse au Ministère, approuvée et transmise par le Président de l'Académie des sciences Guy Ourisson, à la fois sa satisfaction de l'effort envisagé, et, s'appuyant sur les recommandations de l'Alliance des Académies européennes, sa conviction "que ...l'histoire et la philosophie des sciences restent des disciplines inséparables et qu'il n'est pas possible de promouvoir l'une sans l'autre".

Cette démarche sera suivi d'effet : une Commission, dirigée par le Professeur Dominique Lecourt, et dont la moitié des membres font partie du Comité, remet un an plus tard un Rapport sur la conception qu'elle conseille d'un Centre national de philosophie et d'histoire des sciences. Consulté, le Comité remet un avis très favorable au projet ainsi élaboré, comportant des recommandations sur les missions de suivi, d'évaluation, de coordination, d'information, de documentation et d'accueil d'un tel Centre, et sur les moyens indispensables.

De récents efforts pour diffuser l'information sur les équipes françaises

Entre temps, s'inspirant d'une pratique de la Royal Society, le Comité, sous l'impulsion de Maurice Caveing et de Jean Dhombres, Secrétaire général du Comité et Président du Comité de programme du Congrès international d'histoire des sciences prévu en 1993 à Saragosse, décide de réaliser, et de distribuer aux congressistes, un rapport sur l'Histoire des sciences en France. C'était en fait une esquisse de répertoire des équipes travaillant dans cette discipline, assorti d'un analyse critique des attitudes philosophiques prises par les chercheurs vis-à-vis de la constitution et de la transmission du savoir dans leur discipline.

La même démarche a été entreprise, sous la direction de Claude Debru, Secrétaire général du Comité, pour le Congrès qui s'est tenu en 2001 à Mexico, le répertoire s'étendant cette fois aux principaux chercheurs.

Il s'ensuit l'idée de réaliser et de distribuer au Congrès de Pékin, en 2005, un annuaire des équipes et des chercheurs, dont la réalisation a été confiée à Karine Chemla, Secrétaire-adjointe du Comité. Le Bureau du Comité a eu en outre à faire simultanément face, cette année-là, à des démarches longues et compliquées en vue de trouver des financements pour envoyer à Pékin une délégation étoffée à la mesure de la somme des travaux qui s'effectuent en France, et à répondre à une enquête très approfondie du Secrétaire général de la Division d'Histoire des Sciences, Juan José Saldana, sur les institutions qui s'occupent dans notre pays de la collecte et de la conservation des archives relevant de l'histoire des sciences, des techniques et de la médecine, et de leurs conditions d'accès, notamment électroniques, à court et plus long terme. Il s'est avéré que cette préoccupation rejoint une préoccupation permanente de l'Académie des sciences, et le Comité a commencé à s'en saisir.

Les Présidents

La Présidence du Comité a été assumée, successivement, par Louis de Broglie (1956-1972), Jean Dieudonné (1973-1981), André Lichnerowicz (1982-1996), Michel Juvet (1997-1999), Paul Germain (1999-2004), Jean-Pierre Kahane (2004-2007) et Claude Debru depuis 2007.

Les Secrétaires généraux

Le Secrétariat Général du Comité a été assumé, successivement, par Pierre Costabel (1956-1972), Suzanne Delorme (1973-1981), Marcel Guillaume (1982-1985), Pierre Dugac (1985-1986), Jean Dhombres (1987-2000), Claude Debru (2001-2003), et Suzanne Débarbat, depuis 2004.

Les Trésoriers

La bonne tenue de la trésorerie du Comité a été confiée, successivement, à René Taton (1956-1985), Jean-Pierre Verdet (1986-2000), Daniel Andler (2001-2004), et Danielle Jacquart, depuis 2004.

Le 16 janvier 2008